



Conseil économique et social

Provisoire.

Distr. générale
15 juillet 2008
Français
Original: anglais

Réunion spéciale consacrée à la crise alimentaire mondiale

Compte rendu provisoire de la 9^e séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi, 22 mai 2008, à 15 heures

Président : M. Dapkinuas (Vice-président) (Biélorus)

Sommaire

Déclarations des États Membres et des représentants d'organisations, de fonds et de programmes (*suite*)

Conclusion de la réunion spéciale

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.



En l'absence de M. Merores (Haïti), M. Dapkinuas (Biélorus), Vice-président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 heures.

Déclarations des États Membres et des représentants d'organisations, de fonds et de programmes (suite)

1. **M. Ali** (Malaisie) dit que la convocation d'une réunion spéciale indique clairement l'importance attachée à la crise alimentaire mondiale; l'orateur espère que l'inquiétude de la communauté internationale se traduira par une volonté politique et des mesures pratiques.

2. Pour relever le défi, il est important d'identifier les causes réelles de la crise, en particulier ses causes systémiques. De l'avis de l'orateur, les deux principales causes sont les suivantes : l'accroissement des subventions dans le Nord et la privatisation accrue; et le fait que bon nombre de pays en développement ont été persuadés à accorder une moindre attention à l'agriculture, ce qui a abouti à la réduction des budgets nationaux affectés à l'agriculture et à une infrastructure agricole insuffisante. Alors qu'il est vrai que la demande croissante des pays en plein essor économique a contribué à la montée des prix des produits alimentaires, on n'y peut rien : on ne peut pas demander à la population vivant dans ces pays de consommer moins de vivres.

3. La complexité du problème exige que les concepts soient tirés au clair. Comme la crise est liée inextricablement à l'agriculture, les discussions doivent être situées dans le cadre global du développement durable qui repose sur trois piliers : le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement. Il faut donc appliquer les principes fondamentaux du développement durable – en particulier la responsabilité partagée mais différenciée – en d'autres termes, les pays en développement doivent faire tout leur possible pour surmonter le problème, alors que le monde développé doit assumer le gros du fardeau. La clarté des concepts est également indispensable pour éviter que le monde ne tombe dans des pièges que constituent, entre autres, l'adoption d'une approche fragmentaire au problème, l'établissement d'un lien entre la crise avec des questions qui n'y sont liées qu'indirectement, ou l'utilisation de la crise pour faire avancer des idées sur lesquelles il n'existe aucun consensus intergouvernemental, comme la prétendue

« responsabilité de protéger », ou encore l'exploitation de la crise à des fins politiques et économiques.

4. L'Organisation des Nations unies est appelée à jouer un rôle crucial et doit tirer parti de son pouvoir de mobilisation, de son autorité morale unique et des ressources et compétences de l'ensemble du système des Nations unies. À ce propos, l'orateur se félicite de la création récente de l'Équipe spéciale des Nations unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Toutefois, l'Organisation ne doit pas se borner à examiner les seuls aspects humanitaires de la crise; elle doit également aborder les problèmes systémiques de manière cohérente et coordonnée en tirant parti pleinement des compétences de chaque organisation, tout en respectant le mandat de chacune d'entre elles. Dans le même temps, les organisations ne doivent pas se servir de la crise pour améliorer leur profil et élargir leur bureaucratie; les populations touchées par la crise ne doivent pas devenir des pions dans une partie d'échecs bureaucratique. La Malaisie soutient les efforts tendant à convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale destinée à dégager un consensus international sur la meilleure façon d'aborder le problème.

5. Pour sa part, la Malaisie a pris une série de mesures visant à surmonter la crise, entre autres la création d'un comité chargé d'examiner la question du renchérissement des produits alimentaires; l'allocation d'un montant de plus d'un milliard de dollars pour financer sa politique de sécurité alimentaire; l'importation de plus de 500,000 tonnes de riz destinés à la reconstitution de ses stocks; l'augmentation du prix minimum garanti pour les cultivateurs de riz; l'identification des terres non utilisées aux fins de la production de vivres; et la proclamation d'une politique de gaspillage zéro pour les produits alimentaires et les carburants.

6. **M. Loizaga** (Paraguay) dit que plus de 40 % de la population de son pays vivent dans les zones rurales et gagnent la vie grâce à l'agriculture, et plus de 90 % des exportations proviennent du secteur rural. En fait, en tant qu'exportateur net de denrées alimentaires, le Paraguay fait une contribution importante à l'approvisionnement du reste du monde. Toutefois, l'exportation de quantités importantes de denrées alimentaires par habitant ne menace pas la sécurité alimentaire intérieure, puisque les revenus agricoles élevés et la diversité de la production garantissent une

sécurité alimentaire accrue à la fois dans les campagnes que dans les villes.

7. S'agissant de la production de biocarburants, le Paraguay est attaché à la diversification de ses sources d'énergie en faveur de sources renouvelables qui non seulement ont une faible incidence sur l'environnement, mais aident également à augmenter les revenus des petits producteurs. La production de l'éthanol à partir de la canne à sucre, qui représente la principale source de biocarburants du pays, a sensiblement réduit la forte dépendance du Paraguay du pétrole importé.

8. Toute analyse des facteurs qui affectent la production alimentaire et font monter les prix – dont les subventions agricoles dans les pays développés et l'impact du changement du climat dans les pays en développement – doit tenir compte de la hausse extraordinaire des prix du pétrole et les conséquences qui en découlent pour les pays les plus vulnérables et les plus dépendants. Les pays en développement sans littoral comme le Paraguay paient d'ores et déjà une prime de 20 % pour le pétrole importé étant donné les frais de transport traditionnels; à l'heure actuelle, ces frais eux-mêmes augmentent. En conséquence, les producteurs paraguayens font face à des prix de revient plus élevés et, dans certains cas, ne peuvent plus soutenir la concurrence.

9. La crise alimentaire mondiale doit faire l'objet d'une analyse scientifique globale de tout le secteur qui examine les causes et les effets de la crise à la fois à l'échelle mondiale et dans les pays individuels et qui propose des moyens de la surmonter, d'atténuer les impacts de la hausse du prix du pétrole sur les plus vulnérables et d'éliminer des facteurs sous-jacents tels que les subventions agricoles et les obstacles au commerce. Pour les pays tributaires des importations d'énergie, il est important d'aborder le problème de la hausse du prix du pétrole sans oublier les autres sources d'énergie.

10. **M. Talbot** (Guyana) dit que le Conseil est appelé à jouer un rôle important en répondant à la crise alimentaire mondiale. Les discussions en cours de doivent servir à élaborer une stratégie coordonnée et efficace face à la crise et orienter les travaux de l'Équipe spéciale des Nations unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, tout en contribuant aux résultats de la prochaine Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale.

11. Parmi les nombreux facteurs qui sous-tendent la crise, il y a le déclin relatif des investissements effectués dans l'agriculture et l'infrastructure rurale, le changement du climat, l'épuisement des réserves mondiales en denrées alimentaires, la réorientation de la production agricole en faveur des biocarburants au détriment de la production alimentaire, le niveau record des prix du pétrole et le régime mondial du commerce. À la fois les effets immédiats et les effets à long terme seront ressentis le plus sévèrement par les secteurs les plus vulnérables de la population mondiale.

12. La crise donne à la communauté internationale l'occasion de s'attaquer à ses causes structurelles et autres et de prendre les mesures qui s'imposent. Ces mesures doivent tenir compte des difficultés rencontrées d'ores et déjà par les pays en développement et suppléer à leurs propres efforts visant à surmonter la crise. Dans l'immédiat, l'accroissement des ressources destinées au secours d'urgence constitue la priorité. Toutefois, à moyen et à long terme, il faut un investissement accru et soutenu dans l'agriculture. Par conséquent, l'action internationale doit inclure des mesures destinées à soutenir de tels investissements et des arrangements appropriés pour l'agriculture dans le cadre d'un régime du commerce mondial équitable. Les institutions financières internationales doivent offrir des crédits à des conditions avantageuses aux petits producteurs en tant que moyen d'accroître la production agricole et de permettre aux agriculteurs de survivre. Il faut également envisager la possibilité de créer un fonds spécial de sécurité alimentaire de manière à faciliter l'accès des petits cultivateurs à la technologie et aux variétés nouvelles et résistantes.

13. Alors que certaines politiques de promotion des biocarburants ont certainement contribué à la crise, l'approche prudente du Gouvernement guyanais a garanti que les biocarburants ont aidé à surmonter plutôt qu'à aggraver les difficultés rencontrées par les pays en développement. Conformément à sa politique, aucune terre agricole existante ne sera utilisée pour produire des biocarburants; si une telle production est commencée, elle sera basée sur des terres nouvelles.

14. Bien que les Guyana soit un exportateur net de vivres, il est vulnérable à la hausse des prix du carburant et des autres intrants nécessaires à la production alimentaire. Son Gouvernement s'inquiète en particulier de la possibilité de ce que la crise puisse

entraver le développement durable et amplifier les inégalités à l'intérieur des pays et entre eux. Parmi les mesures destinées à atténuer l'impact à court terme de la hausse du coût des principaux biens et services sur les consommateurs et les producteurs à l'intérieur des pays, on peut citer la réduction progressive de la taxe sur les carburants, le taux zéro de la taxe sur la valeur ajoutée pour une longue liste de produits consommés par des groupes vulnérables, un soutien financier pour contenir la hausse du prix du blé, des augmentations de salaire et un ajustement du coût de la vie pour les fonctionnaires, une campagne de promotion de la production de vivres, la diversification des exportations agricoles et la promotion de l'entreprise rurale et du développement agricole.

15. Les chefs de gouvernements de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) cherchent d'urgence des solutions. Bien que la région ne détienne pas l'ensemble des moyens nécessaires pour relever le défi de la sécurité alimentaire, elle a pris des mesures pour garantir un approvisionnement et une distribution adéquats en vivres à l'intérieur de la région. Dans le contexte de l'initiative Jagdeo, qui constitue le cadre des efforts collectifs en faveur de la revitalisation de l'agriculture dans les Caraïbes, le Gouvernement guyanais a offert de mettre des terres à la disposition des citoyens de la CARICOM afin d'accroître la production agricole.

16. Il est manifeste que l'on sait ce qu'il faut faire; de nombreuses mesures ont été proposées. Le Guyana reconnaît la nécessité d'une action coordonnée et soutenue. Il incombe au Conseil, dans l'exercice de son mandat, de mobiliser les moyens et la volonté politique nécessaires en faveur d'une réaction adéquate face à la crise.

17. **M. Punkrasin** (Observateur de la Thaïlande) dit que la crise alimentaire mondiale a mis en relief une variété de problèmes. Alors que certaines régions du monde se caractérisent par des technologies agricoles avancées et une consommation excessive, dans d'autres régions, les agriculteurs ne disposent pas des moyens techniques nécessaires pour accroître la production et des millions de personnes ont faim tous les jours. Malgré les promesses faites par la communauté internationale, l'aide publique au développement est en baisse. La communauté internationale n'a pas fait assez, surtout pour l'Afrique. Elle ne peut pas garantir la satisfaction des besoins élémentaires, notamment en vivres et en eau, sans parler des objectifs concertés sur

le plan international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement.

18. La crise alimentaire ne s'est pas produite dans l'isolement, mais est lié inextricablement au changement du climat, aux problèmes de l'eau et à la montée en flèche du prix du pétrole, entre autres. Les agriculteurs des pays en développement plantent et produisent moins étant donné l'escalade des prix de l'engrais et de l'énergie. Il faut une étude approfondie pour déterminer si la hausse du prix du pétrole est due exclusivement par le marché, ou si elle est due en partie à la spéculation, et dans quelle mesure la hausse des prix des produits alimentaires résulte de l'envolée des prix du pétrole. La sécurité alimentaire et la sécurité énergétique doivent aller de pair. Bon nombre de pays, y compris la plus grande économie du monde, font face à une hausse du coût de la vie due à la dépendance du pétrole.

19. Bien que la Thaïlande soit le cinquième producteur de vivres le plus important du monde et le premier pays exportateur de riz, et que le prix du riz soit en train d'augmenter, les agriculteurs thaïlandais sont toujours pauvres. Le Gouvernement thaïlandais a adopté la "philosophie de la suffisance" préconisée par le Roi et une nouvelle théorie pour la gestion des ressources en terre et en eau dans l'intérêt de l'agriculture. Le développement durable commence par une production et une consommation viables.

20. Le Gouvernement thaïlandais se félicite des mesures prises par le Secrétaire général, en particulier la création de l'Équipe spéciale des Nations unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. L'orateur espère que l'Équipe spéciale tiendra compte des vues qui ont été exprimées en élaborant le plan d'action qui sera examinée à la prochaine Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale.

21. **M. Ehouzou** (Bénin) dit que le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), entre autres, n'ont cessé de donner l'alerte à l'égard de la situation alimentaire mondiale; il est regrettable que ces avertissements n'aient pas été entendus plus tôt.

22. Les causes de la crise sont complexes et variées, allant de la diminution de l'offre à la spéculation. Elles incluent l'accroissement de la demande en général – et surtout de la demande de biocarburants, des coûts de l'énergie et du transport toujours plus élevés, et un

système international inéquitable caractérisé par des subventions agricoles, des régimes tarifaires et des obstacles techniques qui placent les agriculteurs des pays en développement dans une situation désavantageuse. En outre, ces pays ont libéralisé leur politique agricole et éliminé les structures de soutien rural, laissant les petits exploitants sans défense face aux forces du marché international. Les agriculteurs ont besoin d'urgence d'une aide sous forme de semences pour la prochaine saison.

23. Le Gouvernement béninois est persuadé que la communauté internationale entreprendra des réformes approfondies destinées à suppléer aux efforts nationaux des pays affectés par la crise et à assurer la sécurité alimentaire mondiale. À cette fin, il faut accroître les investissements dans la production agricole, en particulier dans des domaines comme l'infrastructure, la gestion des ressources en eau, l'accès des petits exploitants aux intrants, les systèmes de commercialisation et les installations de stockage. Il faut également intensifier la recherche de solutions régionales, y compris la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, et il faut accroître la part de l'APD destinée à l'agriculture. Le Bénin se félicite des contributions annoncées à cet égard, mais espère que des contributions additionnelles seront annoncées à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale qui se tiendra en juin. Entre-temps, l'Équipe spéciale des Nations unies devrait concentrer son attention sur des mesures concrètes. Une idée qu'elle pourrait examiner tendrait à créer, au sein du système des Nations unies, une réserve mondiale des produits de première nécessité.

24. Le Gouvernement béninois espère que les discussions sur la crise actuelle ne deviendront pas une question de simple routine; il ne sert à rien de tenir à une réunion après l'autre. Il faut que la communauté internationale agisse rapidement pour surmonter la crise et qu'elle utilise la présente occasion pour réfléchir à des mesures à long terme.

25. **M^{me} Rodriguez de Ortiz** (Observateur de la République du Venezuela) dit que ce n'est pas le prix du carburant qui a causé la pénurie de produits alimentaires dans bon nombre de pays en développement, mais plutôt les modèles économiques imposés par les pays développés dans leur propre intérêt. En 1995, bien que le prix moyen du pétrole soit tombé à 15 dollars le baril, le prix mondial des céréales a augmenté de 50 %. Les institutions financières

internationales n'ont manifestement pas pris en considération que la production agricole serait affectée par la diminution des terres arables et des ressources en eau et par l'aggravation de l'érosion et de la dégradation des sols.

26. Pour surmonter la crise alimentaire, il faut s'attaquer à ses causes profondes : trop souvent, le financement du développement s'accompagne de conditionnalités qui limitent le droit de chaque État à poursuivre des politiques qui défendent les droits et les intérêts de son peuple.

27. De son côté, le Gouvernement vénézuélien restructure les secteurs agricole et rural pour assurer la sécurité alimentaire. Dans le contexte de la coopération Sud-Sud, les membres de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques viennent de signer un traité sur la souveraineté et la sécurité alimentaire. Ce traité prévoit la complémentarité alimentaire basée sur les besoins alimentaires de chaque pays. En outre, un sommet régional sur la souveraineté et la sécurité alimentaire tenu récemment à Managua (Venezuela) a adopté une série de propositions visant à financer la production agricole. Il a engagé l'Équipe spéciale sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire créée récemment à prendre la déclaration du sommet en considération. Il a également encouragé l'Équipe spéciale à prendre des mesures destinées à protéger la biodiversité et un équilibre entre la production de vivres et de biocarburants dans sa quête d'une sécurité alimentaire durable.

28. **M. El Moujahid** (Observateur du Maroc) dit que les populations vulnérables attendent des mesures concrètes fondées sur une analyse approfondie des causes de la crise alimentaire, à savoir des politiques de subventions adoptées par les grands producteurs agricoles; les politiques des institutions financières internationales incompatibles avec la sécurité alimentaire; la réduction, tout au long des années 1990, de l'APD affectée à l'agriculture; le changement du climat, et la demande croissante de vivres des grands États en plein essor économique.

29. Parmi les solutions recommandées, il y a l'accroissement des ressources affectées à la promotion de la sécurité alimentaire à long terme, l'établissement de systèmes d'information en matière de sécurité alimentaire, le renforcement de la coopération régionale et la réorganisation des marchés régionaux.

30. Le Maroc préconise la mise en place d'un fonds multilatéral pour encourager la création de capacités régionales et les transferts de technologie et aider les pays en développement à s'adapter au changement du climat. Il encourage également une coopération Nord-Sud plus efficace, notamment pour faire face au changement du climat.

31. **M. Belle** (Observateur de la Belgique), parlant au nom de la Commission de la condition de la femme, dit que la crise alimentaire produit des effets disproportionnés sur les femmes et les enfants qui constituent la majorité des pauvres. Rappelant que les femmes jouent un rôle crucial dans la production de culture vivrières et la préservation des ressources en terre et en eau, il souligne qu'il faut les associer à la recherche de solutions en veillant à leur responsabilisation générale.

32. **M. Khoc** (Soudan) dit que les mesures prises face à la crise alimentaire doivent englober des objectifs à court, moyen et long terme. Il se félicite de l'établissement de l'Équipe spéciale des Nations unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, mais souligne que celle-ci doit partager les résultats de ses travaux avec les États Membres et permettre un débat transparent.

33. Le Soudan demande instamment à la communauté internationale, en particulier au pays développés, de répondre aux appels d'urgence du PAM et de la FAO. Pour sa part, le Soudan renforce son réseau de services sociaux et subventionne les petits exploitants. Il est également en train d'exécuter un programme ambitieux de développement agricole en vue de diversifier l'économie et d'éviter une dépendance excessive du pétrole.

34. La crise a révélé les inégalités et les faiblesses du système international actuel. À la prochaine conférence de Doha, les participants doivent faire tout leur possible pour relever les défis posés au pays en développement et encourager les pays à observer leurs engagements en matière de dette extérieure, d'aide publique au développement et de transfert des technologies.

35. **M. Frommelt** (Liechtenstein) dit que si la communauté internationale ne réagit pas immédiatement face à la crise alimentaire, la réalisation de plusieurs objectifs du Millénaire pour le développement sera compromise. Bon nombre des facteurs qui ont contribué la crise, comme le

changement du climat, l'accroissement de la population mondiale, le changement des régimes alimentaires et l'envolée du prix du pétrole, risquent d'avoir des effets durables. Il est essentiel de réinvestir dans les secteurs agricoles des pays en développement et de conclure avec succès le Programme de Doha pour le développement. Les États doivent éviter d'imposer des mesures susceptibles d'exacerber la hausse du prix des produits alimentaires, et les produits alimentaires destinés aux secours humanitaires doivent pouvoir circuler librement. Il est également important de renforcer la capacité du PAM à répondre aux besoins humanitaires en fournissant des ressources non liées à des conditions. Le Liechtenstein a contribué de 100,000 francs suisses dans le cadre du dernier appel du PAM et se tient prêt à examiner un soutien additionnel.

36. Le Liechtenstein s'est félicité de l'établissement de l'Équipe spéciale des Nations unies et de la prochaine Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale qui doit se tenir à Rome. La Conférence aidera à assurer une action internationale cohérente et inclusive face à la crise.

37. **M. Fluss** (Observateur d'Israël) dit qu'à court terme, il faut veiller à ce que des aliments parviennent au pays les plus vulnérables. Toutefois, la solution à l'ont terme consiste à fournir les moyens et la capacité de produire des vivres sur place. Cela exige un plan stratégique à plusieurs niveaux et une concentration accrue sur le secteur agricole, ce dernier étant généralement négligé par la communauté internationale depuis les années 1970. Le plan devrait aborder les problèmes posés par la conservation de l'eau, le changement de climat, la sécheresse et le commerce.

38. Israël est attaché à la promotion de l'agriculture et du progrès technique et a déposé à l'Assemblée générale un projet de résolution sur la technologie agricole pour le développement qui invite les États Membres à mettre les technologies et les connaissances agricoles à la disposition des pays en développement et à accroître la recherche et le développement internationaux. Israël est disposé à collaborer avec des pays qui ont besoin de technologies agricoles et hydrauliques, notamment au niveau des petites exploitations.

39. **M. Lawal** (Observateur du Nigeria) dit qu'il est impossible d'exagérer l'importance d'un commandement international coordonné; il espère que

l'Équipe spéciale nouvellement créée jouera un rôle important à cet égard. Bien que la crise alimentaire soit mondiale, les pays africains sont les plus durement touchés. Il est grand temps de mettre l'accent sur l'agriculture, notamment en Afrique, qui dispose de vastes ressources mais fait face à des problèmes redoutables.

40. Le Nigeria se félicite de l'intérêt manifesté par la communauté internationale à l'égard de la révolution verte en Afrique et encourage les États à intégrer leurs efforts dans le Programme intégré de développement de l'agriculture en Afrique élaboré dans le cadre du Nouveaux partenariat pour le développement de l'Afrique.

41. Pour revitaliser son agriculture, le Nigeria a affecté un montant de 1,7 milliards de dollars au renforcement de la production alimentaire pour les années 2008-2011. En tant que grand producteur de gaz – principale matière première pour la production d'engrais – il accueillerait volontiers des investissements étrangers accrus dans ce domaine.

42. **M. Hagen** (États-Unis d'Amérique) dit que le président Bush vient d'annoncer son intention de consacrer des fonds supplémentaires d'un montant d'un milliard de dollars à l'aide alimentaire d'urgence et au développement agricole. Le Gouvernement entend mobiliser l'aide alimentaire pour l'Afrique par le biais du PAM et d'autres programmes internationaux et de fournir des secours en cas de catastrophe afin d'atténuer l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires sur les populations vulnérables. Les programmes incluront des mesures de relèvement nutritionnel et la fourniture de bons de caisse destinés à aider les gens à acheter des vivres et des intrants agricoles en vue d'accroître la production locale. À plus long terme, les programmes mettront l'accent sur l'amélioration de la productivité agricole grâce à la diffusion de semences améliorées et d'engrais, de meilleures pratiques de gestion des terres et l'atténuation des goulots d'étranglement.

43. La communauté internationale doit s'employer à achever les négociations de Doha en 2008 et éliminer les restrictions portant sur les exportations qui empêchent que les produits alimentaires parviennent aux plus vulnérables et, en fin de compte, font baisser la production en réduisant les incitations à son accroissement. Il est également important d'éliminer les obstacles au développement de la biotechnologie

qui peut augmenter la productivité agricole de manière spectaculaire.

44. Les États-Unis accordent une attention soutenue à l'impact potentiel des biocarburants sur les prix des produits alimentaires et effectuent des investissements importants dans les technologies de deuxième génération pour la production de biocarburants. De même, ils collaborent étroitement avec l'ONU et des pays en développement partenaires en vue de renforcer leur capacité à s'adapter aux nombreux facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire, en particulier par le biais du système d'alerte rapide aux risques de famine. Les États-Unis s'attendent à ce que l'Équipe spéciale du Secrétaire général développe des actions coordonnées mais souples face à la crise alimentaire en collaboration avec tous les organismes des Nations unies compétents en matière de développement et d'aide humanitaire et qu'elle participera activement à la prochaine Conférence de haut niveau à Rome.

45. **M. Kononuchenko** (Fédération de Russie) dit qu'il est tragique qu'au XXI^e siècle, malgré un développement et des progrès technologiques sans précédent, les Nations Unies se voient obligées à faire face à une crise alimentaire mondiale et un risque de famine. Une évaluation objective de la crise s'impose.

46. Le Gouvernement russe est persuadé que la crise résulte d'un concours malheureux de facteurs anciens et nouveaux, entre autres l'accroissement de la consommation dans les pays en développement et la baisse de la production dans des pays qui sont les principaux producteurs agricoles. L'économie mondiale n'a pas pu s'adapter à cette situation avec la souplesse qu'elle avait manifestée par le passé. Parmi les autres nouveaux facteurs, il y a le passage rapide de la production de vivres à la production de biocarburants et le déplacement des capitaux spéculatifs à partir des marchés financiers vers les marchés des produits de base, déplacement qui s'est opéré de manière soudaine et imprévisible et a fini par avoir un effet destructeur. Il faut une action humanitaire immédiate, mais il faut également créer les conditions d'une sécurité alimentaire mondiale à long terme, et la délégation russe espère que la réunion spéciale pourra commencer ce processus.

47. **M. Exantus** (Haïti) dit que la montée en flèche du prix des produits alimentaires dans bon nombre de pays, dont Haïti, a provoqué des manifestations de rue parfois violentes. Tout au long des années 1970, Haïti

était proche de l'autosuffisance en ce qui concerne les principaux produits alimentaires, mais au début des années 1980, il a ouvert ses marchés, ce qui a eu pour effet immédiat l'arrivée massive de maïs et de riz importés à des prix nettement réduits, ce qui a affaibli sa capacité de production déjà limitée. Vingt ans plus tard, les groupes vulnérables qui avaient nourri l'illusion de pouvoir se nourrir eux-mêmes au moindre coût sont les principales victimes de la forte hausse des prix. À la suite de ces politiques de libéralisation erronées, les habitants des campagnes ont afflué vers les villes à la recherche d'une vie meilleure, et consacrent à l'heure actuelle jusqu'à 80 % de leur revenu à des produits alimentaires.

48. Les politiques agricoles à moyen et à long terme doivent mettre l'accent sur la sécurité alimentaire plutôt que sur des bénéfices commerciaux potentiels. Les pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, devraient bénéficier d'une aide technique et financière leur permettant de produire des quantités de vivres suffisantes pour alimenter leur population sans subir les forces du marché mondial qui n'agissent pas toujours de manière équitable. Les marchés devraient être réglementés afin d'éviter les monopoles et la spéculation, et il faut réduire les subventions agricoles.

49. La crise alimentaire menace de réduire à néant les progrès déjà accomplis vers la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié l'extrême pauvreté. Bien qu'il soit peu probable que la réunion spéciale mette directement des aliments sur les assiettes des familles affamées, ses délibérations aideront le Conseil à trouver les moyens de réagir immédiatement face à la crise et feront une contribution au prochain sommet de Rome.

50. **M. Al-Najem** (Observateur du Koweït) souligne le rôle apportant joué par le commerce international à l'égard de la sécurité alimentaire et appelle des mesures immédiates et à long terme pour améliorer les techniques agricoles dans les pays en développement, renforçant ainsi leur compétitivité. Les États doivent réexaminer la production de biocarburants à partir de céréales et prendre des mesures destinées à prévenir la spéculation sur les produits alimentaires.

51. Son altesse l'Émir du Koweït a créé un fonds « de vie digne » pourrait aider les pays en développement à faire face à la crise actuelle. Le Gouvernement a contribué 100 millions de dollars à ce fonds et

continuera à œuvrer en faveur du bien-être des peuples du monde.

52. **M. Nendongo Aluteni** (Observateur de la Namibie) dit que la crise alimentaire risque de réduire à néant les progrès accomplis vers la réalisation de l'objectif consistant à éliminer la pauvreté et la faim et, à moins d'être réglée de manière appropriée, peut devenir une menace pour la paix et la stabilité internationales.

53. Pays aride, la Namibie importe près de la moitié des produits alimentaires dont il a besoin. Par conséquent, il s'inquiète vivement de ce que plusieurs pays producteurs de vivres aient déjà mis en place des mécanismes de restriction des exportations, alors que certains de leurs habitants accaparent des vivres en vue d'influencer artificiellement le marché et de vendre à des prix surélevés. Le Conseil devrait inviter les Gouvernements à accroître leurs investissements dans l'agriculture et à élargir la production, mais il devrait également décourager l'accaparement des produits alimentaires alors que des gens sont menacés par la famine.

54. Bien que, face à la crise, les mesures de secours immédiates soient les bienvenus, il faut aussi des solutions à long terme. Le Gouvernement namibien a pris une série de mesures destinées à accroître la production agricole, y compris le développement de l'irrigation et des initiatives visant à accroître la production, la commercialisation et le traitement de fruits, de légumes et de fourrages dans le cadre de son programme de développement vert. Les petits exploitants bénéficient de subventions pour des intrants comme des engrais et les semences de qualité, et des services de vulgarisation ont été décentralisés à fin de les rendre plus accessibles. Toutefois, l'absence de débouchés pour les produits agricoles décourage les producteurs des pays en développement. L'orateur demande instamment aux pays développés d'éliminer leurs subventions agricoles, qui déforment le commerce, et d'achever les négociations commerciales de Doha en mettant l'accent sur le développement.

55. La seizième session de la Commission du développement durable, qui vient de prendre fin, a également concentré son attention sur la crise alimentaire et sur la question de savoir si la production de biocarburants compromettrait la sécurité alimentaire. Le Conseil devrait poursuivre ses délibérations sur

cette question en vue de donner de nouvelles orientations.

56. **M. Alahraf** (Observateur de l’Jamahiriya arabe libyenne) dit que la crise alimentaire soulève de vives inquiétudes à l’égard de la situation politique et économique future des communautés vulnérables. Il faut une aide humanitaire et une action rapide, de même que des modifications radicales dans les politiques internationales pratiquées les deux dernières décennies. L’agriculture constitue le moyen combattre la pauvreté et la faim et de parvenir à un développement durable. Les pays riches devraient mettre fin aux subventions agricoles et ouvrir leurs marchés au produit des pays en développement. Il est important de promouvoir des investissements réguliers dans l’agriculture, et les institutions financières internationales pourraient jouer un rôle clé dans la mise en place des mécanismes chargés de faire face à la crise. Il faut des investissements directs dans l’agriculture et il faut accroître le rôle des petits exploitants. L’orateur se félicite des mesures prises par le Secrétaire fédéral face à la crise, à savoir l’établissement de l’Équipe spéciale, qui ne doit pas devenir politisée.

57. **M. Valenzuela** (Communauté européenne) dit que les prix élevés des produits alimentaires risquent de persister à moyen terme, l’accroissement sous-jacent de la demande et l’inélasticité relative de l’offre les empêchant de retomber à leurs niveaux d’avant la crise. Par conséquent, on a opéré plusieurs ajustements à la politique agricole commune de l’Union européenne afin d’atténuer les effets de la hausse des prix à court terme. Alors que la situation entraîne des conséquences négatives sur les pauvres du monde à court terme, à long terme, la remontée des prix ouvre de nouvelles possibilités de création de revenus pour les agriculteurs et peut augmenter la contribution de l’agriculture à la croissance économique. Le renouvellement du soutien apporté au secteur agricole des pays en développement, négligé les dernières décennies, représente une priorité manifeste pour la communauté internationale.

58. Comme les trois-quarts des pauvres des pays en développement vivent dans les zones rurales et comme la plupart d’entre eux sont tributaires de l’agriculture pour leur subsistance, la hausse des prix des produits de base et des produits alimentaires peut profiter à la majorité d’entre eux, à condition qu’on leur fournisse les moyens nécessaires en matière de développement, d’échanges et de commercialisation. Aucun pays

n’étant pleinement autosuffisant en matière alimentaire, des politiques commerciales appropriées peuvent faire une contribution importante à l’amélioration du fonctionnement des marchés agricoles mondiaux. L’Union européenne continuera à promouvoir une politique commerciale ouverte et encouragera l’élimination des restrictions sur les importations. Le prix élevé des produits alimentaires devrait également renforcer l’engagement des pays développés en faveur de la réforme des subventions agricoles qui déforment le commerce grâce à un achèvement rapide des négociations de Doha. L’intégration des marchés alimentaires et agricoles régionaux peut également apporter des avantages notables. Toutefois, dans la mesure où la hausse des prix est attribuable à des causes structurelles sous-jacentes comme la demande croissante des pays en plein essor économique ou le prix élevé de l’énergie, les mesures portant sur le commerce des produits agricoles ne représentent guère une réaction appropriée.

59. La stratégie d’action globale de l’Union européenne repose sur une combinaison de mesures qui vont des opérations humanitaires et des mesures fiscales à l’investissement dans l’agriculture et le développement rural. Face à l’envolée des prix des produits alimentaires, la coordination des efforts de toutes les parties prenantes sera essentielle pour assurer le succès de l’action internationale. Pour garantir que l’action de la communauté internationale ait un maximum d’impact, les principaux donateurs doivent respecter les principes de la Déclaration de Paris de 2005.

60. **M. Ockenden** (Secrétariat du Commonwealth) dit qu’il est important de souligner que la crise alimentaire est un problème des droits de l’homme autant qu’une question économique. Le droit à l’alimentation constitue un droit fondamental, et tous les États ont l’obligation de collaborer pour mettre les populations à l’abri de la faim et de la malnutrition. De nombreux pays membres du Commonwealth, en particulier les petits États insulaires en développement, se trouvent confrontés au double défi de la hausse des prix des produits alimentaires et de l’énergie.

61. Pour relever le défi à court terme, les politiques devraient incorporer le soutien financier apporté par les institutions financières internationales, l’obligation des États à collaborer pour garantir le droit à l’alimentation, l’élimination des politiques qui causent

un préjudice à autrui, par exemple les subventions dans le monde développé, la production de biocarburants et la restriction des exportations, ainsi que l'obligation à garantir, à l'échelon national, que les filets de sécurité soient bien conçus et qu'ils ciblent les plus pauvres.

62. Pour susciter des mesures positives en ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire, il faut achever les négociations de Doha, promouvoir la stabilité de la propriété foncière, investir dans l'infrastructure (aussi bien dans les éléments non matériels comme les compétences et les informations sur les marchés que des installations telles que les entrepôts, les routes et les ports), il faut accorder une plus grande priorité à l'agriculture sur le plan national et international, y compris aux investissements dans les services de vulgarisation, et renforcer la confiance dans les marchés. L'histoire montre que les périodes d'essor de l'agriculture sont de plus courte durée que les périodes de marasme, et en l'absence de moyens permettant de faciliter les ajustements, bon nombre d'agriculteurs pauvres ne souhaitent pas prendre des risques et n'ont aucune raisons d'accroître la production; c'est dans ce domaine que la communauté internationale doit innover.

63. **M. Maradona** (Institution intergouvernementale pour l'utilisation de la micro-algue spiruline contre la malnutrition), dit que le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU a attribué la crise alimentaire mondiale à l'absence de planification et d'investissement dans l'agriculture pendant de longues périodes et au détournement des ressources naturelles en faveur de la production de biocarburants. La hausse des prix des produits alimentaires a des effets fort différents d'un pays et d'un secteur de la population à l'autre, les pays importateurs de vivres rencontrant des difficultés à satisfaire la demande de leurs habitants.

64. Au niveau des ménages, la hausse des prix des produits alimentaires obligent les pauvres à limiter la consommation et compromettent encore davantage l'équilibre nutritionnel. Le Secrétaire général a appelé des idées nouvelles et des stratégies destinées à lutter contre la malnutrition, et l'organisateur de l'orateur espère que les organismes de développement international conjugueront leurs efforts en faveur de l'utilisation de la micro-algue spiruline en tant que moyen d'intervention et d'enrichissement, de manière que ses avantages nutritionnels puissent parvenir à ceux qui en ont le plus besoin. La malnutrition représente l'un des principaux obstacles à la réalisation

des objectifs du Millénaire pour le développement, et l'utilisation de spiruline en tant qu'aliment complémentaire – qui a une valeur nutritionnelle élevée et qui peut être obtenu facilement et à un prix abordable – offre un grand potentiel en ce qui concerne l'instauration d'un monde à l'abri de la faim et de la malnutrition.

65. **M^{me} Ritola** (Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) dit qu'il faut immédiatement une action mondiale efficace visant à régler les problèmes de la sécurité alimentaire à court terme et à long terme. Il faut réexaminer les politiques de promotion des biocarburants, il faut revoir les accords commerciaux et créer de meilleures banques alimentaires. Ces interventions au niveau macroéconomique doivent aller de pair avec des mesures prises au niveau microéconomique.

66. En plus des interventions de secours en cours, le mois précédent, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a lancé un nouveau plan quinquennal de sécurité alimentaire pour l'Afrique. Dotée d'un budget initial de 40 millions de dollars, dont 80 % seront dépensés pour des programmes directs et intégrés au niveau des pays, l'initiative profitera à plus de 2 millions de personnes. Elle permettra également aux 15 sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en Afrique de développer la capacité, les compétences et les ressources dont elles ont besoin pour avoir un impact durable sur la sécurité alimentaire en atteignant au moins 20 % des personnes les plus vulnérables dans leur communauté.

67. Il est encourageant que la sécurité alimentaire figure désormais en bonne place à l'ordre du jour international; il est grand temps que les gouvernements, le système des Nations unies, les ONG et le mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge mettent au point une solution globale et durable au problème de la crise alimentaire mondiale.

68. **M. Masuku** [Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)], dit que la FAO vient de lancer une initiative concernant l'envolée des prix des produits alimentaires qui vise à apporter une aide technique et politique aux pays les plus touchés, le but consistant à accroître la production locale et à prévenir des futures crises. La FAO a déjà alloué, à partir de ses propres ressources, 17 millions

de dollars à cette initiative, mais la réalisation de ses objectifs exigera 1,7 milliard de dollars supplémentaires.

69. La FAO a également conjugué ses efforts avec ceux des gouvernements, des banques régionales de développement, des fondations privées et des organismes des Nations unies en vue d'incorporer dans les nouveaux projets des mesures destinées à contrer la hausse des prix des produits alimentaires, et, dans certains cas, de redistribuer des ressources afin de régler des problèmes immédiats. En outre, des missions d'évaluation conjointes de la FAO, le PAM, du Fonds international de développement agricole (FIDA) et de la Banque mondiale ont été envoyées dans plusieurs pays pour évaluer l'impact des prix élevés des produits alimentaires et préparer des plans d'action immédiate. Reconnaissant que beaucoup de pays n'ont pas la capacité nécessaire pour préparer des interventions nationales, la FAO et d'autres institutions collaborent avec l'Union africaine et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique pour aider ces pays. À ce propos, un atelier se déroule actuellement en Afrique du Sud chargé d'analyser la situation globale des groupes de pays vulnérables en matière de sécurité alimentaire et de créer une base régionale pour des mesures immédiates visant à atténuer l'impact de la crise.

70. La Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire qui se tiendra prochainement à Rome avait été prévue à l'origine pour examiner la sécurité alimentaire mondiale et les défis posés par le changement du climat et la bioénergie. Toutefois, quand les prix des produits alimentaires ont amorcé une hausse sans précédent, il est devenu de plus en plus important que la Conférence examine la crise alimentaire. L'Équipe spéciale des Nations unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire peut être considérée comme l'instrument approprié pour donner suite aux résultats de la Conférence.

71. **M^{me} Beavogui** [Fonds international de développement agricole (FIDA)] dit qu'il faut accorder une attention spéciale aux petits exploitants qui renferment un grand potentiel en ce qui concerne l'accroissement de la production alimentaire et qui représentent en conséquence un élément crucial pour toute solution de la crise alimentaire mondiale actuelle et des problèmes de la faim et de la pauvreté à long terme. Il faut prendre d'urgence des mesures destinées à accroître la production agricole dans un cadre à

moyen terme qui permettra aux agriculteurs d'augmenter durablement leur productivité et leurs revenus. Il faut une approche en trois parties : augmentation de l'aide alimentaire d'urgence; soutien à court terme pour les producteurs agricoles, y compris la fourniture de semences et d'engrais; et accroissement des investissements dans l'agriculture et le développement rural afin d'accroître la productivité, de promouvoir la sécurité alimentaire et d'éliminer les causes profondes de la faim. Le FIDA s'est engagé à collaborer avec tous les partenaires afin de garantir que le développement agricole et rural et la sécurité alimentaire figurent à nouveau parmi les priorités du développement.

72. **M^{me} Guidry** (Banque mondiale) dit que les prochaines semaines auront une importance cruciale pour le règlement de la crise alimentaire. Il faut que la communauté internationale agisse rapidement pour arrêter la montée des prix sur le marché mondial des produits alimentaires, faciliter un règlement rationnel de la crise et atténuer son impact. Des hausses des prix continues et débridées pourraient compromettre les progrès réalisés les dix dernières années en matière de réduction de la pauvreté et de la malnutrition, alors que des réactions politiques inadéquates pourraient réduire à néant des années de progrès en matière de bonne gestion macro-économique et de diversification agricole. La crise donne l'occasion de mettre en place des réformes essentielles à moyen terme qui s'attaquent aux causes profondes de la crise et empêchent leur répétition.

73. Il faut des mesures immédiates pour combler les lacunes dans le budget du PAM et accroître la souplesse dans l'utilisation de ses ressources; il faut appuyer l'expansion des filets de sécurité et des instruments de protection sociale dans les pays pauvres et à capacité limitée; et il faut immédiatement stimuler l'offre et veiller à ce que les petits exploitants dans les pays à faible revenu particulièrement touchés par la crise puissent planter pour la prochaine saison. Parmi les mesures essentielles à moyen terme destinées à éliminer les causes profondes de la crise, il y a le réexamen des politiques de production de biocarburants dans les pays avancés en vue de désamorcer les tensions entre les objectifs en matière de sécurité énergétique et de sécurité alimentaire; l'amélioration de la productivité agricole dans les pays à faible revenu en vue de jeter les bases d'une solution à long terme; et la mise en place d'un système du

commerce international qui fonctionne mieux et qui évite la répétition de telle crise.

74. La Banque mondiale collabore étroitement avec d'autres organismes des Nations unies et les partenaires de développement dans l'élaboration d'une stratégie commune face à la crise alimentaire. Ses initiatives actuelles incluent des services consultatifs et un appui connexe, un soutien financier accéléré, et des analyses et recherches destinées à combler les lacunes cruciales en matière de connaissances.

75. **M^{me} Brown** (Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)) dit qu'il faut éliminer les causes profondes de la sécurité alimentaire grâce à l'accroissement des investissements dans la recherche agricole et au transfert de la technologie de manière à assurer une augmentation durable de la productivité agricole. Depuis des années, l'AIEA s'emploie à développer des techniques isotopiques et nucléaires en vue d'aider les États membres à améliorer la sécurité alimentaire et à parvenir à une production agricole durable dans des domaines comme la science des sols et la lutte contre les maladies. Les techniques nucléaires en particulier revêtent une grande importance socio-économique et, combinées avec les biotechnologies modernes, constituent un moyen plus efficace d'améliorer l'approvisionnement en denrées alimentaires et l'accessibilité physique et économique connexe.

76. **M. Hyder** [Programme alimentaire mondial (PAM)] dit que la priorité immédiate dans la crise actuelle, c'est d'alimenter ceux qui ont faim. À ce propos, le PAM gère une chaîne alimentaire mondiale qui, en 2010, vise à répondre aux besoins de 64 millions de personnes affamées dans le monde. Le PAM remercie les nombreux gouvernements pour la manière généreuse dont ils ont répondu à son appel en faveur de ressources additionnelles de 755 millions de dollars qui permettraient tout juste de répondre à l'augmentation des coûts due à la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie; toutefois, à la suite de la hausse des prix des denrées alimentaires, quelque 100 millions de personnes supplémentaires sont menacées par la pauvreté et la faim.

77. À plus long terme, le PAM est disposé à collaborer avec les gouvernements à mesure qu'ils réforment leurs politiques existantes en vue d'atténuer l'impact actuel et futur du prix élevé des produits alimentaires. Cette coopération inclut la mise en place

de nouveaux systèmes de protection alimentaire et sociale, la création de systèmes de surveillance de la sécurité et de la vulnérabilité alimentaires, et les services consultatifs quant à la manière de renforcer les programmes nationaux de distribution de vivres et les filets de sécurité.

78. La prochaine Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale passera en revue toute la gamme des mesures que la communauté internationale devra prendre; un partenariat et une action collective seront essentiels à cet égard. Si les mesures prises face à la crise sont couronnées de succès, la stabilité retournera et on aura créé une base plus solide pour des mesures à long terme destinées à accroître la production agricole. À cet égard, la FAO jouera un rôle crucial en aidant les gouvernements à garantir que les agriculteurs ont un accès plus sûr aux semences et aux engrais et que l'on effectuera des investissements importants dans l'agriculture et l'infrastructure rurale. Le PAM soutiendra la FAO et les gouvernements dans l'accomplissement de cette tâche, tirant parti de l'expérience acquise pendant de nombreuses années d'activités au sein des communautés et s'appuyant sur son importante capacité d'exécution sur le terrain.

79. **M. Glough** (Programme des Nations Unies pour l'environnement) dit que tout en répondant aux besoins humanitaires immédiats, il faut également s'attaquer aux causes profondes de la crise alimentaire actuelle, à savoir les pratiques impossibles à maintenir à long terme. Comme l'agriculture demeure la principale cause de l'érosion génétique, de la perte de la biodiversité et de la conversion des habitats naturels, toute solution apportée à la crise alimentaire doit également tenir compte de la dégradation continue des écosystèmes et de la perte de la biodiversité. En plus de soutenir la sécurité alimentaire et de servir de filtre à carbone pour les polluants, des écosystèmes fonctionnels sont également un moyen crucial d'atténuer l'évolution extrême du climat.

80. Ce n'est pas une bonne stratégie que de se concentrer sur une seule cause ou une seule solution, et on n'obtiendra pas des résultats durables de cette manière. De même qu'une société effectue des investissements dans l'infrastructure économique et sociale, la communauté internationale doit investir dans la nature, y compris la restauration des terres, la gestion intégrée des ressources en eau et l'amélioration de la productivité des sols. Il est également essentiel d'investir dans la science et la technologie, de diffuser

des informations à jour aux parties prenantes et d'améliorer le niveau des connaissances écologiques des personnes à fin qu'elles puissent prendre des décisions susceptibles de promouvoir un développement durable.

Conclusion de la réunion spéciale

81. **Le Président** attire l'attention sur ses observations de clôture qui seront distribuées sous la forme du document E/2008/66.

La séance est levée à 17 h 30.